



C E T R I

ANALYSE 2016  
21 janvier

Centre tricontinental

## HAÏTI, 2016 : « REVOTER EN MIEUX » ?

Frédéric Thomas

**Après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, il s'agissait de « Reconstruire en mieux ». Six ans plus tard, à l'heure d'élections de plus en plus contestées, il s'agirait maintenant de « Revoter en mieux ».**

Plusieurs fois reportées, au point d'accumuler un retard de 4 ans et de vider le Sénat, l'Assemblée et les collectivités locales de leurs mandataires, des élections générales se sont enfin tenues à Haïti, dans la seconde moitié de 2015. Le second tour des présidentielles, initialement prévu le 27 décembre, sous la pression de la rue et d'une contestation qui ne cessait de s'amplifier, a été renvoyé (jusqu'à nouvel ordre) au 24 janvier 2016. Une part importante de la société haïtienne continue de dénoncer dans le premier tour - où le candidat du président Martelly, Jovenel Moïse, serait arrivé en tête, suivi par Jude Célestin, dauphin de l'ex-président René Préal - une mascarade orchestrée par le pouvoir.

### L'impasse des élections

Erreurs, irrégularités ou fraudes ? Ces trois termes dessinent les enjeux et les désaccords des élections en cours. Pour les principaux partis d'opposition - une grande partie, dont Jude Célestin, regroupée dans le G8 - comme pour nombre d'organisations des droits humains haïtiennes, le processus électoral a été hypothéqué par des fraudes massives et systématiques, organisées par Martelly.

Mis sous pression, le gouvernement fut obligé de constituer, en dernière minute, une *Commission d'évaluation électorale indépendante* (CEEI), qui vient de remettre son rapport le 3 janvier dernier. Bien que son indépendance fut d'emblée contestée, que le responsable des droits humains qui en faisait partie ait refusé de signer le rapport dont il ne partageait pas les conclusions, et que la commission s'est heurtée au refus des autres candidats présidentiels - qui n'y voyaient qu'un instrument du pouvoir - de la rencontrer, son rapport n'est pas dépourvu d'intérêt. Le document affirme en effet : « *les élections du 25 octobre étaient entachées d'irrégularités* ». Et de relever que « *près des 2/3 des PV [procès-verbaux des bureaux de vote] examinés présentent 1 à 3 irrégularités graves* »<sup>1</sup>.

De son côté, la communauté internationale s'est montrée la plus volontariste pour terminer le cycle électoral. Du gouvernement états-unien à l'ONU, en passant par l'Union européenne (UE), tous n'ont cessé de se féliciter de la tenue d'élections et d'exhorter à ce que le processus électoral soit mené à son terme, au plus vite. Quand on connaît la dépendance de l'État haïtien envers ses bailleurs internationaux, et que l'on sait que les élections sont financées à 75 % par la communauté internationale, on mesure mieux le poids d'une telle insistance.

<sup>1</sup> Le rapport est accessible ici : <http://fr.scribd.com/doc/294566963/Haiti-Rapport-Commission-d-Evaluation-Independante-Commission-Présidentielle#scribd>.

Pour l'UE, s'il y a eu des fraudes, elles furent minimales. Elle y voit plutôt des erreurs. Rien qui puisse remettre en cause le cycle électoral et les résultats officiels. Évidemment, ces divergences d'appréciations et d'interprétations - entre erreurs, irrégularités ou fraudes - mêlent des dimensions techniques et politiques.

### « Revoter en mieux »

Dans un communiqué officiel, l'UE dit avoir pris acte des recommandations de la CEEI pour la poursuite du processus électoral. Des recommandations ; pas de l'analyse. Car celle-ci, bien que largement assujettie à la vision du pouvoir, se montre étonnamment plus critique que toute l'expertise européenne, en pointant du doigt la responsabilité des nombreuses irrégularités qui ont entaché le scrutin : « *l'institution électorale ne jouit plus du crédit qui lui permettrait de poursuivre le processus sans danger d'enfoncer le pays dans une crise encore plus grande* ». À cela s'ajoute, les cartes d'accréditations distribuées - et revendues ensuite semble-t-il - à plus de 900.000 mandataires des partis politiques, qui pouvaient voter en-dehors de leurs bureaux de vote, et sur lesquels pèsent de larges soupçons de fraudes.

Il faut quitter ces mesquines critiques terre-à-terre, pour gagner en hauteur et retrouver l'air vivifiant des communiqués de l'UE, qui, elle, se félicite de l'évolution positive du Conseil électoral provisoire (CEP) - institution en charge de l'organisation des élections, et dont les liens avec le pouvoir sont pourtant dénoncés par une grande partie de la société -, voit dans le scrutin du 25 octobre « *un succès* », et évoque, lyrique, « *un souffle d'espoir pour la démocratie haïtienne* »<sup>2</sup>...

Jose Antonio De Gabriel, chef adjoint de la Mission d'observation électorale de l'UE à Haïti, dans un entretien à la radio-télévision Métropole, le 29 décembre 2015, a balayé d'un revers de la main les indices de fraudes massives, que révèlent les PV des bureaux de vote pas ou mal remplis. La situation a été analysée, le problème repéré, cerné et ciblé - et est en voie d'être solutionné. Il s'agirait en fait d'« *erreurs enfantines, humaines, complètement compréhensibles, de gens fatigués* »<sup>3</sup>. Les Haïtiens, ces grands enfants, un peu fainéants, très geignards et trop suspicieux, auront simplement été trop fatigués, en fin de journée, pour remplir correctement les PV. Les mauvaises conditions logistiques - pourtant financées par la communauté internationale -, le manque de capacité, et l'inaptitude au travail intensif auront fait le reste !

La CEEI converge « heureusement » avec la communauté internationale, dans sa déconnexion entre une analyse dénonçant les irrégularités, et des recommandations - vœux pieux d'une moralisation du processus électoral et d'une réconciliation de tous les acteurs -, qui consacrent a priori la tenue du second tour. Celui-ci, organisé par le CEP, qui a perdu toute crédibilité, est sensé asseoir la légitimité des institutions pour les prochaines années.

Il convient ainsi de s'interroger sur la stratégie de l'UE. Si, dans les communiqués, elle prétend dialoguer « *avec toutes les parties prenantes du processus électoral* »<sup>4</sup>, force est de constater, qu'elle n'est pas à l'écoute de la grande majorité des mouvements paysans, de femmes, des organisations sociales, des églises et des réseaux de droits humains - dont certains sont des partenaires de l'UE -, qui refusent d'avaliser cette « *farce électorale* ». Preuve, parmi d'autres, de ce décalage : le déploiement d'une mission d'observation en Haïti, le 15 décembre 2015, en vue du second tour prévu le 27 décembre (il fut reporté quelques jours plus tard), alors même que le second candidat, Jude Célestin, refusait de faire campagne, et que des mobilisations importantes exigeaient l'annulation ou, du moins, un examen indépendant des résultats du premier tour. La présence de cette mission, à cette date, marque la volonté de poursuivre, coûte que coûte, le processus électoral, et donc, implicitement, un soutien à Martelly.

Dans les faits, il existe une alliance objective entre la communauté internationale et Martelly à deux niveaux : ils partagent les mêmes options néolibérales - mises en œuvre en Haïti -, et sont les principaux - sinon les seuls - intéressés à mener le processus électoral à son terme. Avec ou sans le peuple haïtien.

<sup>2</sup> Voir <http://www.eucom.eu/files/pressreleases/english/CommuniquepresseMOEUEHati27-10-2015.pdf> ; <http://www.metropolehaiti.com/metropole/lepoin.php>.

<sup>3</sup> L'entretien est accessible en ligne : <http://www.metropolehaiti.com/metropole/lepoin.php>.

<sup>4</sup> Communiqué de presse du 17 décembre 2015 :

<http://www.eucom.eu/files/pressreleases/english/CommuniquepresseMOEUEHati17.12.2017.pdf>.

## Communauté internationale

Les élections à Haïti ont ceci de commun avec la Reconstruction post-séisme, que les États-Unis, l'UE et les acteurs internationaux y jouent tous les premiers rôles ; à la fois bailleurs, arbitres, et principaux destinataires. Refusant de tirer les leçons du passé, s'obstinant à nier leur responsabilité dans l'introduction du choléra dans le pays, ils tendent à isoler les maux qui frappent Haïti dans les retards du progrès, les malentendus d'une culture, l'ADN d'un peuple ou la fatalité d'une histoire.

Finalement, pour la communauté internationale, le principal problème des élections comme de la Reconstruction, ce sont les Haïtiens eux-mêmes. Ils demeurent en-dehors, à côté ou en trop. En réalité, il faut renverser les données de l'équation : aujourd'hui comme hier, l'espoir d'un changement réside dans le peuple haïtien, tandis que la communauté internationale participe plus du problème que de la solution de Haïti.

*Article paru dans La Libre Belgique du 21 janvier 2016*

**Frédéric Thomas est chargé d'étude au CETRI – Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve).**



**Centre tricontinental - CETRI**  
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

Brabant wallon  
la jeune Province